

PERSPECTIVE

Québec : que reste-t-il après le redressement post-récession?

Par Joëlle Noreau, économiste principale

Le Québec émerge graduellement de la pandémie de même qu'il est sorti de la récession provoquée en raison des mesures imposées par les autorités pour contrer la progression de la COVID-19. L'économie s'est tirée d'affaire en 2021 et elle a rejoint le niveau de PIB réel de l'année 2019. Toutefois, la vue d'ensemble cache de nombreuses dissemblances entre les secteurs. Une rapide comparaison avec la récession de la fin des années 2000 permet de voir que les causes de ces deux reculs économiques diffèrent, tout comme les dommages subis et le contexte économique qui s'est créé par la suite. L'économie québécoise est résiliente : malgré le fait qu'elle était affectée par des pénuries de main-d'œuvre, des ratés dans les chaînes d'approvisionnement et une flambée inflationniste à la fin de 2021 et au début de 2022, elle a réussi à croître. Avec un taux de chômage très bas et un nombre record de travailleurs en emploi, la demande pour les biens et services devrait demeurer soutenue encore pendant une bonne partie de cette année. Selon toute vraisemblance, c'est en 2023 que les hausses de taux d'intérêt devraient se faire davantage ressentir. L'économie dispose encore de carburant, pour le moment.

Quoi et comment?

La présente étude repose sur l'analyse de l'évolution du PIB réel au Québec. Une première comparaison est effectuée entre la moyenne de l'année 2021 et celle de 2019. Plusieurs secteurs sont scrutés de plus près. Dans un deuxième temps, les résultats obtenus en 2021 sont mis en parallèle avec ceux observés au sortir de la récession précédente (2008-2010). On tente d'identifier ce qui est commun dans le relèvement de l'économie dans chacun de ces deux épisodes. Enfin, on voit dans quelle mesure la progression récente et celle à venir sont influencées par les défis de l'heure. Il sera brièvement question de la pénurie de main-d'œuvre, des problèmes d'offre (chaînes

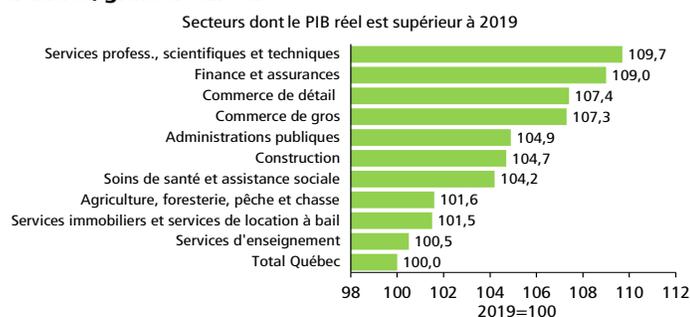
d'approvisionnement déficientes, prix des intrants), des aléas entourant la guerre en Ukraine, de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt.

L'étendue des dégâts en 2021

À l'image d'un tsunami, la pandémie de COVID-19 a frappé rapidement et fortement. Les graphiques 1 et 2 permettent de constater à quelle vitesse les grands secteurs de l'économie québécoise ont rebondi. Le graphique 1 présente ceux dont le niveau de PIB réel en 2021 était supérieur à celui de 2019. Pour l'ensemble du Québec, le relèvement était complété avec un niveau de 100 % par rapport à celui établi avant la pandémie.

GRAPHIQUE 1

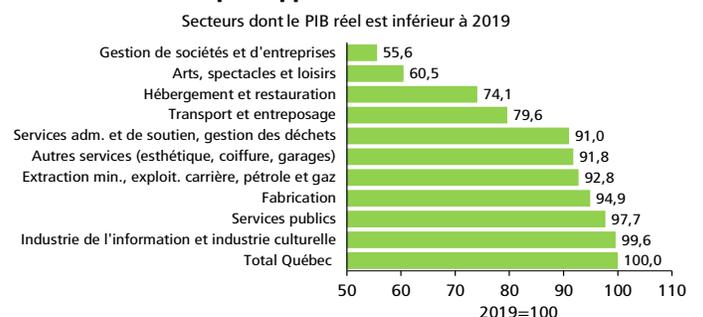
2021 : certains secteurs ont pris du galon malgré la pandémie et d'autres, grâce à celle-ci



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2

2021 : les secteurs ayant subi les contraintes les plus importantes tardent à se relever par rapport à 2019



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les activités ayant connu la meilleure performance sont celles des services professionnels, scientifiques et techniques (109,7) et de la finance et de l'assurance (109,0). On peut supposer qu'une part non négligeable des employés de ces secteurs a pu travailler à distance et assurer la continuité des opérations. Les entreprises n'ont donc pas eu à se relever après un arrêt en 2020, ce qui a pu favoriser leur progression.

La deuxième catégorie de secteurs qui ont vu leur PIB réel progresser de façon significative est celle du commerce. Tant les activités dans le détail (107,4) que dans le gros (107,3) ont nettement augmenté. Doit-on s'en étonner? Certainement pas. Nombre de services étaient fermés sporadiquement (ex. : restaurants, centres d'entraînement, esthétique, coiffure, etc.) et les possibilités de voyager à l'étranger étaient limitées. Les Québécois ont jeté leur dévolu sur l'achat de biens, ayant moins de dépenses associées au travail, aux voyages et aux sorties. À cela se sont ajoutées, pour une partie de la population, la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement et la Prestation canadienne pour la relance économique pour les proches aidants, pour ne citer que ces aides.

Dans le commerce de gros, ce sont les produits divers (129,4), les produits agricoles (114,1) et la machinerie (112,2) qui ont le plus augmenté. Du côté du commerce de détail, l'achat en ligne a été propulsé en 2020 et l'élan a été soutenu en 2021, à un point tel que, cette année-là, le niveau du PIB réel était à 160,1 pour les détaillants hors magasins. Les matériaux de construction et les articles de jardinage n'étaient pas en reste (118,8), de même que les articles de sport et de passe-temps (117,3) ainsi que les meubles et les articles ménagers (111,9). Les gens étant confinés à la maison, ils ont procédé à des travaux de rénovation, ils ont occupé leur temps libre et ils en ont profité pour améliorer leur intérieur (meubles, peinture, etc.).

Parmi les autres secteurs qui ont plus que compensé le recul de 2020, on note, entre autres, les administrations publiques (104,9), la construction (104,7) et les soins de santé et d'assistance sociale (104,2). Les technologies de l'information (TI), qui regroupent à la fois la fabrication (94,6) et les services (110,6), ont atteint 109,9 en 2021. On imagine aisément que la demande pour les services Internet a bondi avec le télétravail, les spectacles en ligne, les abonnements aux divertissements (musique en continu, téléseries, films, ateliers d'apprentissage, etc.) et le cybermagasinage.

Le graphique 2 à la page 1 présente les secteurs qui n'ont pas rejoint le niveau de 2019. Le plus éprouvé est celui de la gestion des sociétés et des entreprises (55,6). Les arts, spectacles et loisirs sont encore en convalescence (60,5) et c'est particulièrement vrai pour les arts d'interprétation et les sports-spectacles (53,5), qui ont été singulièrement affectés par les confinements et les mesures sanitaires restrictives. Dans le même ordre d'idées, l'hébergement et la restauration, pris ensemble, ne sont qu'à

74,1 % du niveau de 2019. L'hébergement a écopé davantage (67,7) que la restauration (76,1) qui a pu, à certains égards, offrir un service différent avec la préparation de mets pour emporter.

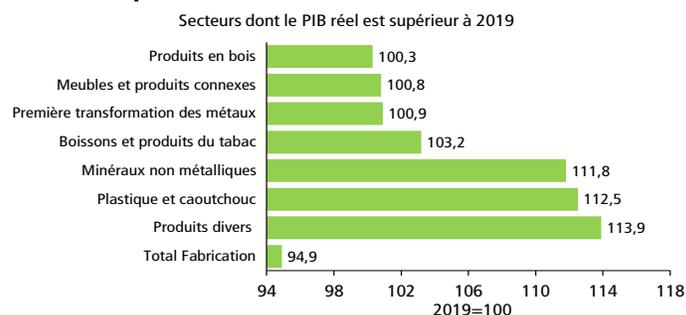
Les besoins en transport de marchandises ont été importants durant les années 2020 et 2021, compte tenu de la demande pressante des consommateurs et des besoins du système de santé. En parallèle, ceux pour les personnes se sont atrophiés avec le télétravail et les restrictions de voyage. Ainsi, le PIB réel du transport et de l'entreposage se situait à un peu moins de 80 % (79,6) du niveau de 2019. Un peu au-delà de 90 %, on retrouvait les services administratifs et de soutien, la gestion des déchets (91,0), les autres services (ex. : esthétique, coiffure, garages, etc.), à 91,8, l'extraction minière et l'exploitation en carrière, qui ont ralenti (92,8), ainsi que la fabrication (94,9).

La fabrication en 2021 : une évolution bien inégale

Le graphique 3 illustre les domaines d'activité de la fabrication qui ont tiré leur épingle du jeu en 2021. En tête se trouvent les produits divers (113,9), qui comptent notamment la fabrication de fournitures et de matériel médicaux. Le contexte de la pandémie a favorisé ce domaine, on le devine bien. Cette catégorie compte aussi des articles de sport qui ont été très prisés ces deux dernières années. Les produits de plastique et de caoutchouc ont dépassé le niveau de 2019 avec un score de 112,5. Le domaine de la construction qui a besoin de ces produits a été en effervescence. Le secteur de l'emballage aussi a nécessité des ressources dans une période où la santé et la sécurité sanitaire allaient de pair. Les minéraux non métalliques ont aussi été favorisés (111,8) en cette période où la construction d'infrastructures a battu son plein. Les autres catégories qui ont dépassé le niveau de PIB réel de 2019 n'ont pas inscrit de croissance spectaculaire.

GRAPHIQUE 3

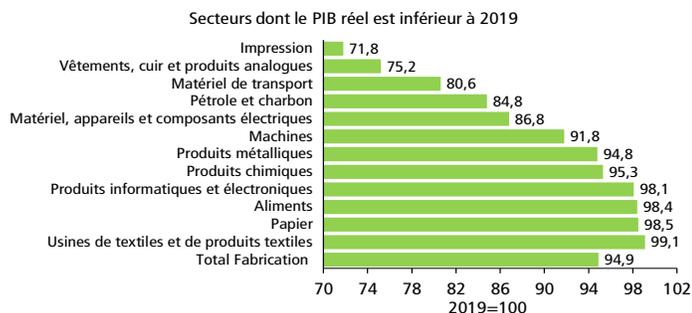
2021 : seuls quelques secteurs de la fabrication sont rétablis ou à un niveau supérieur à 2019



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Du côté des industries de la fabrication qui n'ont pas recouvré le niveau d'activité de 2019 (graphique 4 à la page 3), on note que le secteur de l'impression (71,8) a subi le ralentissement de cadence qui a affecté l'ensemble de l'économie, les répercussions ayant été particulièrement fortes sur les activités pénalisées par

GRAPHIQUE 4 2021 : un grand nombre de secteurs de la fabrication n'ont pas recouvré leur niveau de 2019



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

le télétravail (baisse des impressions d'affaires), celles du tourisme (menus, napperons, objets promotionnels, etc.) et celles des arts, des spectacles et des loisirs (affiches, programmes, etc.).

Le télétravail a sans doute contribué à ralentir les activités de fabrication de vêtements (75,2), les exigences vestimentaires n'étant pas les mêmes. La fermeture des frontières et les recommandations en ce qui a trait aux voyages ont atrophié les carnets de commandes pour les constructeurs aériens, tant et si bien qu'en 2021, le matériel de transport n'était qu'à 80,6 % du niveau de 2019. Les déplacements moins nombreux ont aussi eu des effets sur la consommation et incidemment, la production de produits pétroliers (84,8).

Une diminution non négligeable a aussi été observée pour le matériel et les composants électriques (86,8), les machines (91,8), les produits métalliques (94,8) et les produits chimiques (95,3).

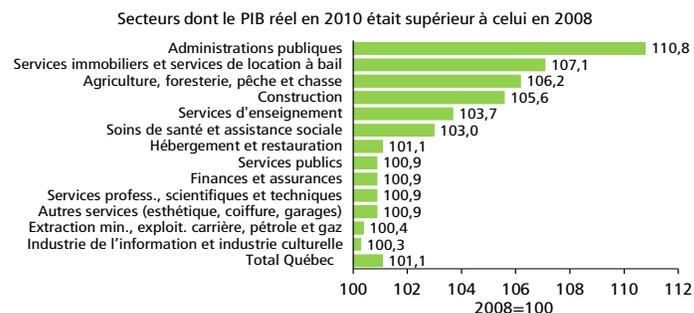
Des constats identiques pour la récession de la fin des années 2000?

On peut dire, d'entrée de jeu, que les deux récessions ne présentent pas le même portrait. En 2009, la réduction du PIB réel québécois s'est chiffrée à 1,1 %. Il faut dire que la récession avait débuté dans les derniers mois de 2008 au Québec. En 2020, la baisse a été estimée à 5,4 %. Outre la profondeur du choc, les causes de ces deux replis divergent.

Dans le cas de la récession de 2020, ce sont la pandémie et les mesures adoptées par les autorités afin d'éviter sa propagation qui ont freiné l'économie. Malgré des efforts financiers colossaux des gouvernements et des banques centrales pour atténuer le fardeau de ces mesures sur les particuliers et les entreprises, le PIB réel a fait plusieurs pas de recul. En 2009, l'éclatement de la bulle immobilière et la crise financière américaine qui a suivi se sont répercutés sur l'ensemble des marchés. Même si le Québec ait été moins affecté que bien des pays dans le monde, il n'a pas échappé au mouvement d'affaiblissement général.

Le graphique 5 permet d'apprécier le rebond de certains secteurs en 2010, en comparaison avec l'année 2008. Ainsi, les administrations publiques étaient en tête avec un niveau de 110,8 par rapport à 2008. Elles étaient suivies par les services immobiliers et les services de location à bail (107,1), l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (106,2) et la construction (105,6). Viennent ensuite l'enseignement (103,7), les soins de santé et l'assistance sociale (103,0), l'hébergement et la restauration (101,1) et quelques autres activités entre 100 et 101.

GRAPHIQUE 5 2010 : le relèvement après la récession était différent de celui de 2021



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Alors que l'hébergement et la restauration font partie des secteurs qui se sont relevés au-delà du niveau de 2008, ce n'est pas du tout le cas en 2021, les circonstances étant nettement différentes.

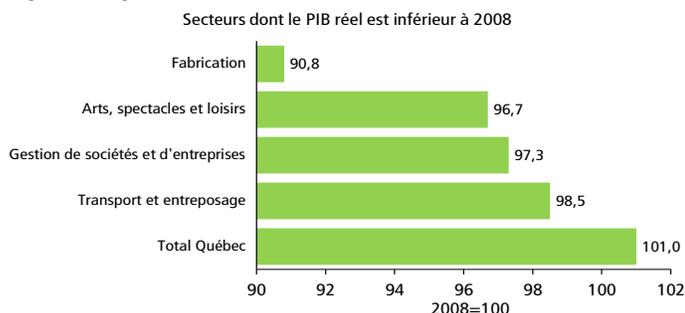
En comparant les deux récessions, on note qu'elles ont en commun six secteurs qui se sont relevés au-delà de ce que l'on pourrait appeler leur « niveau initial ». Il s'agit de la finance et des assurances, de l'administration publique, de la construction, des services immobiliers et de location à bail, de l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse et, finalement, de l'enseignement. Par ailleurs, en 2010, 13 secteurs avaient un niveau de PIB réel supérieur à 2008, alors qu'en 2021, on en comptait 10 par rapport à 2019.

Les secteurs qui n'avaient pas retrouvé le niveau de 2008 sont illustrés au graphique 6 à la page 4. On note la fabrication (90,8), les arts, spectacles et loisirs (96,7), la gestion de sociétés et d'entreprises (97,3) et le transport et l'entreposage (98,5).

En 2010, la fabrication était à un niveau plus bas (90,8) que celui de 2021 (94,9). Les graphiques 7 et 8 à la page 4 permettent d'observer que seuls les segments des aliments (102,7) et des produits chimiques (103,0) avaient réussi à dépasser le niveau prérécession dans l'année qui avait suivi le recul de l'économie.

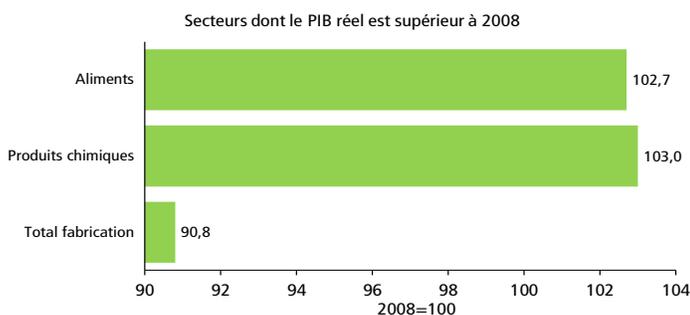
Tant en 2010 qu'en 2021, l'impression, les vêtements, produits en cuir et produits analogues, et le matériel de transport comptaient parmi les secteurs qui avaient encaissé les plus lourdes pertes.

GRAPHIQUE 6
2010 : le nombre de secteurs non rétablis est nettement moins important qu'en 2021



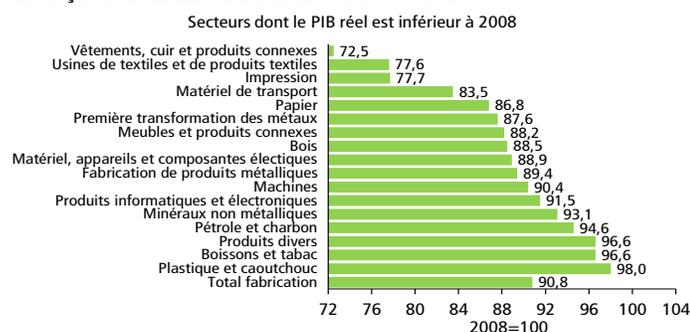
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 7
2010 : seulement deux secteurs de la fabrication avaient retrouvé leur niveau d'avant la récession



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 8
2010 : la très large majorité des secteurs de la fabrication étaient en deçà de leur niveau d'avant la récession



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

C'est un point de convergence de ces deux épisodes de repli économique.

Le recul du matériel de transport était relativement comparable en 2010 (83,5) et en 2021 (80,6). Toutefois, en ce qui a trait spécifiquement aux produits aérospatiaux, la baisse du PIB réel était nettement plus prononcée en 2021 (84,8 en 2010 et 76,9 en 2021). En 2020 et en 2021, le secteur de la production de

véhicules automobiles a été durement frappé par la pénurie de semi-conducteurs. On note qu'en 2021, ce segment de fabrication était à 61,9 du niveau de 2019. L'automne dernier, le constructeur de camions Paccar, à Sainte-Thérèse, a réduit les heures de travail et a procédé à des [mises à pied](#), à l'image de nombreux manufacturiers de véhicules un peu partout à travers le [monde](#).

Comment imaginer la suite?

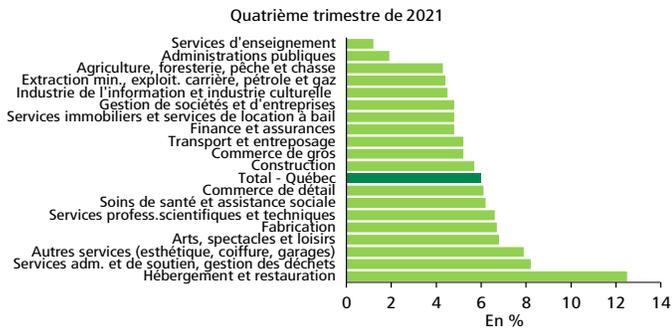
À l'heure où la main-d'œuvre se fait de plus en plus rare, que les ratés dans les chaînes d'approvisionnement persistent, que la guerre en Ukraine semble s'allonger, que l'inflation se fait de plus en plus menaçante et que les taux d'intérêt sont à la hausse, quels sont les pronostics?

L'évolution des différents secteurs de l'économie québécoise continuera d'être différenciée. Certains facteurs limiteront la progression de larges segments, alors que d'autres pourraient leur être favorables.

La pénurie de main-d'œuvre n'a rien d'un phénomène récent. Il s'agit d'abord d'un problème démographique connu et bien documenté. Le vieillissement de la population et du bassin de travailleurs crée des déséquilibres depuis des années. Les projections de l'Institut de la statistique du Québec laissent présager qu'il en sera ainsi jusqu'à la fin de la décennie 2020. Le bon tonus de l'économie québécoise au sortir des premiers confinements est aussi à l'origine de la demande pressante de travailleurs, et il contribue à exacerber les problèmes de recrutement et de rétention des employés. Plusieurs phénomènes s'observent donc auprès des entreprises : retards de livraison pour les biens et les services, refus de contrats, reports de projets d'agrandissement, implantation d'entreprises ailleurs que sur le territoire québécois et, parfois, épuisement des entrepreneurs qui tentent de pallier l'absence de travailleurs. À cela s'ajoute une pression sur les salaires, accentuée par une hausse rapide de l'inflation. Dans ce contexte, les efforts d'amélioration de la productivité des entreprises sont primordiaux afin de limiter les effets négatifs de la pénurie de main-d'œuvre sur la croissance du PIB réel.

La pénurie de main-d'œuvre affectera de façon différenciée les entreprises, selon leur domaine d'activité. Le graphique 9 à la page 5 donne un aperçu des obstacles qui attendent les grands secteurs. Il s'agit du taux de vacance des emplois salariés. Cette lecture du marché du travail a été faite pour le quatrième trimestre de 2021. Elle permet de présenter une gradation des difficultés de recrutement que devront affronter les employeurs. Dans certaines circonstances, la numérisation des opérations peut atténuer les besoins en travailleurs; ce n'est pas le cas dans toute l'économie. La fabrication de biens est une chose, les soins à apporter à des humains en sont une autre.

Les embûches demeureront importantes dans les trimestres à venir, notamment pour l'hébergement et la restauration,

GRAPHIQUE 9
Le taux de postes vacants est particulièrement élevé dans l'hébergement et la restauration


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

qui ont perdu des effectifs avec la pandémie. Des solutions technologiques viennent en soutien (ex. : robots pour le transport des plats, prise de commandes avec les téléphones intelligents, etc.), mais ne pourront prendre le relais à 100 %. Il faudra un bon moment avant que le secteur renoue avec [un niveau d'activité comparable à celui de 2019](#).

Les secteurs administratifs et de soutien ainsi que de la gestion des déchets peinent à recruter. Il en est de même pour les autres services, qui sont souvent des services de proximité (esthétique, coiffure, garages, etc.). Les difficultés du secteur de la fabrication à pourvoir des postes sont importantes et ne pourront être aplanies à brève échéance. On compte notamment sur la venue d'immigrants. Il faut tout de même un certain laps de temps pour qu'ils rallient les rangs des travailleurs. Par ailleurs, la formation des travailleurs en entreprise est une avenue intéressante, mais elle exige aussi du temps. Selon toute vraisemblance, le secteur ne croîtra pas à grande vitesse dans les trimestres à venir, mais il y a tout de même de la place pour la croissance. Les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement ajouteront du sable dans l'engrenage, à moins que des fournisseurs locaux puissent prendre le relais de ceux qui sont à l'étranger. Il leur faudra, à eux aussi, des bras supplémentaires pour répondre à la demande, à moins que la robotisation et/ou la numérisation ne viennent à leur rescousse, ce qui ne peut être fait dans l'immédiat.

À cela s'ajoute la pénurie de certains intrants (ex. : matériaux de construction, semi-conducteurs, produits chimiques, etc.) qui ralentit les opérations. Ces derniers mois, les contretemps dans les chaînes d'approvisionnement persistent, notamment en raison de la politique très stricte « zéro COVID » en Chine et de la guerre en Ukraine. Les répercussions de ce conflit se feront sentir notamment sur le prix des grains, de l'énergie et sur la disponibilité des engrais. Hormis les fertilisants en provenance de la Russie, qui comptaient pour 43,3 % de ceux importés de l'international au Québec en 2021, la part de ces deux partenaires commerciaux est somme toute plutôt marginale.

Sans contredit, l'inflation s'est infiltrée dans toutes les composantes de l'économie. C'est un facteur qui brouille les décisions d'affaires comme celles de consommation. À cela s'ajoutent les efforts des banques centrales pour contenir la poussée des prix en haussant les taux d'intérêt. La conjugaison de ces deux facteurs devrait limiter la croissance du PIB réel en 2022, sans pour autant le faire fléchir.

Du carburant pour encore un moment

L'analyse a révélé que le Québec a rebondi rapidement après un choc aussi rapide et brutal que celui de la pandémie. Bien que l'on puisse faire certains rapprochements avec la récession de la fin de la décennie 2000 et celle de 2020, l'exercice demeure limité. Les chocs qui les ont provoquées et la convalescence qui a suivi ne sont pas du même ordre. Le contexte économique d'après-récession n'est pas le même non plus.

En dépit du fait que bon nombre des difficultés évoquées (pénurie de main-d'œuvre, ratés dans l'approvisionnement, flambée inflationniste) étaient déjà présentes dans le quatrième trimestre de 2021 et au début de 2022, l'économie québécoise a tout de même réussi à croître. Elle a démarré l'année avec énergie, et ce, malgré l'imposition de mesures restrictives en raison de la cinquième vague de COVID-19. Le premier trimestre a débuté sur de bonnes bases. Avec un taux de chômage très bas et un nombre record de travailleurs en emploi, la demande pour les biens et services devrait demeurer soutenue encore pour une partie de 2022. Selon toute vraisemblance, c'est en 2023 que les hausses de taux d'intérêt devraient se faire davantage ressentir. L'économie dispose encore de carburant, pour le moment.